

# Que veut dire le « social » dans l'économie sociale ?

## Plaidoyer pour une nouvelle radicalisation...

**Christian Arnsperger**

**Economiste et philosophe, FNRS et UCL (Chaire Hoover)**

**arnsperger@etes.ucl.ac.be**

---

L'expression « économie sociale », on le sait, est fondamentalement ambiguë. Elle semble en effet indiquer que dans nos systèmes capitalistes contemporains, on pourrait trouver une « économie non sociale », voire une « économie anti-sociale ». Or, à première vue, l'économique est par définition social, et le « désencastrement » de l'économique par rapport au reste de la société est, en fin de compte, lui-même un fait... social. C'est en effet la manière dont les membres d'une société choisissent d'interagir, ou sont amenés à interagir, qui provoque progressivement la prise d'autonomie de la sphère économique à l'égard d'autres sphères comme la coutume, le religieux, et le culturel plus largement. Séparer l'économique du non-économique au sein d'une culture qui devient dès lors une « culture marchande » ou une « culture capitaliste », cela reste pourtant un choix culturel. Il semble alors en découler que l'expression « économie sociale » est une sorte de pléonasme : on dit plus ou moins deux fois la même chose, en instant d'un côté sur la partie qui s'autonomise – l'économie – et d'un autre côté sur la tout dont elle fait toujours partie - la société.

Vouloir échapper à la tautologie et malgré tout spécifier au sein de l'ensemble du social une « économie sociale », c'est être forcé d'exprimer un *jugement de valeur*. C'est être obligé d'admettre, et de faire admettre par intellectuels et décideurs, qu'au sein de ce *même* ensemble social règne, de façon dominante, une « économie non sociale ». Et qu'est-ce à dire, sinon que domine dans nos sociétés contemporaines un ensemble de pratiques, une logique qui *détruit du dedans ce qui fait l'essence même du « social »* ? Parler d'économie sociale, c'est donc nécessairement promouvoir une conception de ce qu'est « vraiment » le social, et dénoncer par là même - ou du moins constater l'existence – d'une logique économique destructrice du social.

Ce qui est peut-être mis en cause avant tout dans cette brève analyse terminologique, c'est ce qu'on pourrait appeler le « rêve du Triangle » : le désir de voir nos social-démocraties se recomposer à travers une tripartition globalement pacifique entre secteur étatique, secteur marchand et secteur non marchand. Car en parlant d'« économie sociale », on exprime même sans le vouloir – et je pense qu'il n'y a là rien de mal, bien au contraire – un jugement assez brutal sur le reste des secteurs : ils sont « non sociaux », c'est-à-dire qu'ils parasitent pour ainsi dire la société par des logiques qui, du dedans de cette société, en érodent les bases mêmes. Parler de désencastrement ou de ré-encastrement de « l'économique » dans « le social », ce n'est donc pas simplement poser la question de la coexistence entre trois secteurs ; c'est, bien plus, parler de la lutte en profondeur entre trois visions de ce qu'est le social, de ce qui fait « authentiquement » une société humaine. Ce qui s'est désencastré, ce n'est pas l'économique, qui est toujours nécessairement social ; ce qui s'est désencastré, c'est un ou deux secteurs parasites – l'Etat capitaliste et le capitalisme marchand – qui, en quelque sorte, « vampirisent » la société *dans son ensemble (et du dedans)* en ne tolérant que le non-marchand ne s'occupe que des sous-secteurs que ni l'Etat ni le marché ne veulent prendre en main. Image honnie mais tout de même à méditer d'un Tiers-secteur agissant comme le cache-misère de nos démocraties capitalistes, qui ont besoin de ce Tiers secteur pour mieux pouvoir nier, « officiellement », la plausibilité et la possibilité d'une société non capitaliste, réellement démocratique...

Pour remédier à cette image qui lui colle à la peau, le secteur de l'économie sociale ne devrait-il pas, beaucoup plus encore qu'il ne le fait actuellement, se positionner comme une *force de déconnexion à l'égard des logiques et des modes de vie capitalistes*, et pas seulement comme un partenaire « pacifique » au sein d'une « économie plurielle » qui, laissée à sa trajectoire historique, sera toujours qu'une économie capitaliste validée par un Etat capitaliste et dotée d'un secteur « associatif » voué au rôle de voiture-balai ? Je sais qu'exprimé ainsi le défi est un peu dur, et mon propos semble ingrat à l'égard des multiples initiatives existantes ; j'ai aussi le luxe de l'académique qui s'exprime du dehors, sinon d'en haut. Il n'empêche : je crois que le secteur si faiblement appelé « non marchand » gagnerait peut-être à se repenser et à se repositionner davantage comme force de proposition *normative* d'une vie économique radicalement autre que capitaliste – par exemple, comme force de proposition d'une démocratie économique radicale, sans structures patronales capitalistes, sans actionnaires tout-puissants, sans gouvernance d'entreprise hiérarchique, sans consommation transnationale inutile, etc<sup>(1)</sup>. Ne serait-il pas temps de voir dans l'économie sociale non pas un adjuvant (fût-il élaboré et complexe) à ce que j'appelle notre « quasi-démocratie pseudo-capitaliste », mais une pleine et entière *contre-culture* qui oppose à la vision actuelle du social une vision du social *radicalement autre* ? Les initiatives d'économie sociale ne seraient pas alors principalement dédiées à la réinsertion ou à la réinclusion, mais à la création sereine et joyeuse de ressources de déconnexion.

Bien entendu, un tel appel n'est pas forcément pour plaire aux actuels « entrepreneurs institutionnels » de l'économie sociale, dont SAW-B fait partie avec bien d'autres organismes. On me reprochera de jeter par-dessus bord les assises actuelles du mouvement et de vouloir en faire un repaire de *beatnicks* et de « baba cools ». Il n'en est rien ; le malaise de nos actuels « ré-inséreurs » à l'égard d'une radicalisation de l'idée même d'économie sociale ressemble un peu au malaise des actuels syndicalistes face à l'idée d'un mouvement ouvrier révolutionnaire : ce malaise témoigne de la cooptation du mouvement syndical comme de l'économie sociale par le refrain libéral « TINA – *There Is No Alternative* ». Mais l'économie sociale, avec son bouillonnement pluriel, est certainement le meilleur lieu où (re)commencer à penser une saine déconnexion à l'égard de la logique capitaliste et de ses effets aliénants<sup>(2)</sup>. La focalisation exclusive sur la réinsertion est peut-être un mal nécessaire, mais elle n'est pas – et ne devrait pas – être le tout de l'économie sociale qui devrait oser porter son vrai nom : l'Économie **Authentiquement** Sociale, avec toute sa charge normative et contestataire. Faire de l'économie sociale plus qu'un accompagnateur des dégâts du capitalisme, et davantage un *alter-socialisme contre-capitaliste*, telle devrait être à mon sens l'une des tâches pour les 25 prochaines années. Sans quoi, comme j'ai essayé de le montrer au début, l'expression même d'« économie sociale » devient un simple pléonasme sans réelle force de changement. Non pas faire du social, mais refaire la société...

---

(1) Parmi bien d'autres, voir : J. Sève, *Un futur présent, l'après-capitalisme*, Paris, La Dispute, 2006 ; M. Albert, *Realizing Hope : Life Beyond Capitalism*, Londres, Verso, 2006 ; M. Shuman, *The Small-Mart Revolution*, San Francisco, Berrett-Koehler, 2006.

(2) Sur cette aliénation, voir parmi d'autres : B. Ollman, *Alienation : Marx's Conception of Man in a Capitalist Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977 (rééd. 2004) ; Ch. Arnsperger, *Critique de l'existence capitaliste*, Paris, Cerf, 2005.